

Anne Debet

Professeur de droit privé
Protection des données personnelles, droit de la santé, droit civil
Faculté de droit
Université Paris Descartes
10, avenue Pierre Larousse
92240 Malakoff
anne.debet@parisdescartes.fr

**ACTIVITES UNIVERSITAIRES**

2014 / Professeur de droit privé à la Faculté de droit de l'Université Paris Descartes
(Enseignements : Droit de la santé, données personnelles, bioéthique, droit de la famille, droit des contrats)

Directrice du DU protection des données à caractère personnel depuis septembre 2016

2006 / 2014 Professeur de droit privé à l'Université Paris Est Créteil (Paris XII)

Directrice du Master 2 Droit de la santé (recherche et professionnel) depuis septembre 2013

(Enseignements : Introduction au droit, droit de la famille, droit des malades, commerce électronique, données personnelles, bioéthique, droit de la consommation, droit des sûretés)

2003 / 2006 Professeur de droit privé à l'Université d'Angers

2001 / 2003 Maître de conférences à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)

1995 / 2000 Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) et allocataire de recherche à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)

FORMATION

2003 Agrégation de droit privé et de sciences criminelles

2001 Doctorat de droit privé

Thème de la recherche : ***L'influence de la Convention européenne des droits de l'homme sur le droit civil***, sous la direction du Professeur Laurent Leveneur

Mention très honorable, avec les félicitations unanimes du jury (janvier 2001)

Prix André Isoré de la Chancellerie des Universités de Paris, Prix de l'Université Paris II et Prix Dalloz

1995 D.E.A. de droit privé général
Université de Paris II (mention B, **major de promotion**)

1994 Maîtrise de droit privé (Université de Bordeaux I, mention B)
Diplôme de droit anglais (Erasmus, Université du Kent, Canterbury)

RESPONSABILITES EXTRA-UNIVERSITAIRES

- 2016 / 2017** Membre du groupe de travail sur la mise en conformité, du cadre juridique national, au règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à la libre circulation des données (RGPD), organisé par la Direction des affaires civiles et du sceau (DACS), Ministère de la justice.
- 2012 / 2016** Membre de la Commission de conciliation et d'indemnisation (CCI) des accidents médicaux d'Ile de France
- 2008 / 2014** Membre de l'Observatoire de la diversité du CSA
- 2002 / 2015** Membre extérieur du jury du concours de recrutement des administrateurs des services de l'Assemblée Nationale (composition et correction de la note de synthèse, participation au grand oral)
- 2008 / 2010** Membre du Comité consultatif de la HALDE
- 2004 / 2009** Membre de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés) et Membre de la formation restreinte de la CNIL chargée de prononcer les sanctions
- 2007 / 2008** : Chargée du secteur de l'éducation nationale et des affaires culturelles
Rapporteur du groupe de travail sur la protection des personnes vulnérables
- 2005 / 2006** : Chargée du secteur des affaires sociales
Rapporteur du groupe de travail sur la mesure de la diversité et la protection des données personnelles
- 2004 / 2005** : Chargée du secteur international
- Membre du groupe de l'article 29, Membre de l'autorité de contrôle commune Schengen, Membre de l'autorité de contrôle commune Europol

SELECTION DE PUBLICATIONS

OUVRAGES

Informatique et libertés, Le droit de la protection des données à caractère personnel en droit français et européen, coécrit avec Nathalie Metallinos et Jean Massot (Contributions d'Anne Danis-Fatôme et d'Olivier Lesobre), Lextenso, 2015, **Prix du livre de la pratique juridique (Salon du livre juridique 2015, Conseil constitutionnel)**

L'influence de la Convention européenne des droits de l'homme sur le droit civil, Dalloz, Nouvelle Bibliothèque de thèse, 2002

ARTICLES ET NOTES DE JURISPRUDENCE

- « **Le consentement dans le Règlement Général sur la Protection des données, Rôle et définition** », Comm. com. électr. 2018, n° spécial avril 2018, Etude n° 9
- « **Contribution écrite aux travaux de la mission Open Data des décisions de justice, Présidé par M. le Professeur Loïc Cadiet** », in *L'open Data des décisions de justice*, Rapport à Madame la garde des Sceaux, novembre 2017, p. 181
- « **Les objets connectés en santé** », Compte-rendu d'une intervention dans le cadre du Colloque en l'honneur des 10 ans de l'IDS , « Le droit de la santé d'une décennie à l'autre - 2006-2026 », 19 octobre 2016, Université Paris Descartes au 12, rue de l'Ecole de Médecine 75006 Paris, publié au *JDSAM*.
- « **Les nouveaux instruments de conformité** », Compte-rendu d'une l'intervention lors du colloque IDS/CEDAG sur « le Règlement Général sur la Protection des données : Nouveaux principes, nouvelles règles et application sectorielle », le 18 mai 2016, publié dans le Dalloz IP/IT de décembre 2016, n° 12, p. 592 et s.
- « **Données personnelles, droit à l'oubli et droit à l'information du public** », Compte-rendu d'une l'intervention lors du colloque, La jurisprudence dans le mouvement de l'open data, organisé par la Cour de cassation en partenariat avec l'ADIJ, 14 octobre 2016, JCP G. 2017, supplément au n°9, 27 février 2017, p. 34.
- « **La protection des données personnelles, point de vue du droit privé** », *RDP* 2016, p. 17-34.
- « **Cybersurveillance by law-enforcement authorities after the Digital Rights Judgment, Impact on French Law** », Compte-rendu d'une intervention en anglais lors d'un forum international sur la Cybersurveillance, Cybersurveillance Discussion Forum, organisé par l'Université Paris - Dauphine, the Washington & Lee University School of Law, the Elon University School of Law, the Emory University School of Law (United States), and the University of Louisville's Louis D. Brandeis School of Law (United States), à l'Université Paris – Dauphine, le 15 juin 2016, à paraître chez Carolina Academic Press.
- « **Les conséquences de l'utilisation des Applis santé sur la relation de soins** », Extrait du séminaire Applis smartphones et santé, organisé les 9 et 10 juin 2015, par l'IDS, publié au *JDSAM*
- « **La commission des clauses abusives et la protection des données personnelles sur les réseaux sociaux : une incursion hésitante dans un territoire inconnu ; Note sous Commission des clauses abusives, 7 novembre 2014, recommandation numéro 2014-02 relative aux contrats proposés par les fournisseurs de réseaux sociaux** », *RDC* 2015, p. 496.
- « **Prudence de la CJUE sur l'exclusion française permanente des hommes homosexuels du don de sang** », *D.* 2015, p.1470
- « **L'invalidation du Safe Harbor par la CJUE, tempête sur les transferts de données vers les Etats-Unis** », *JCP* 2015, n° 1258.
- « **Google Spain : Droit à l'oubli ou oubli du droit ?** », Comm. com. électr. 2014, étude 13
- « **Preuve et nouvelles technologies** », Rapport français des Journées internationales Henri Capitant (Pays-Bas, Belgique), 3 et 7 juin 2013, in *La Preuve, Journées Pays-Bas/Belgique*, Tome LXIII, 2013, Bruylant et LB2v, 2015, p. 580 et s.

- « **Enchères en ligne et biens culturels** », Compte rendu d'une intervention lors du colloque, L'art en mouvement, Regards de droit privé, INHA, 9 mai 2012, à paraître aux éditions Mare & Martin
- « **La directive 2011/83/UE du 25 octobre 2011 : de nouvelles règles européennes encadrant les contrats à distance** », Communication commerce électronique, 2012, Etude 8.
- « **Affaire Google Street View : une sanction exemplaire..., mais quelles suites ?** », Communication commerce électronique, 2012, Etude 1
- « **L'accès aux soins ou les droits du détenu malade** », Dalloz, Thèmes et commentaire, Compte rendu d'une intervention lors d'un colloque sur Les droits de la personne détenue, 26 et 27 janvier 2012, Palais du Luxembourg, Sénat
- « **L'encadrement juridique du commerce électronique : réflexions sur les sources du droit** », in *Mélanges Marie-Stéphane Payet*, Dalloz, 2012

Chronique mensuelle sur les contrats puis sur la protection des données à caractère personnel (depuis 2007) dans la Revue *Communication commerce électronique*, Lexis-Nexis

Chronique trimestrielle sur les Contrats électroniques, dans la *Revue des contrats* (depuis 2015), Lextenso